

Date de dépôt : 30 novembre 2015

Rapport

de la Commission des affaires communales, régionales et internationales chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat modifiant la loi concernant la constitution d'une Fondation communale du Grand-Saconnex pour la petite enfance (PA 659.00)

Rapport de M. Jean-François Girardet

Mesdames et
Messieurs les députés,

La commission des affaires communales, régionales et internationales (CACRI) s'est réunie le mardi 10 novembre 2015 sous la présidence de M. Raymond Wicky. Trois projets de lois concernant des modifications des statuts de trois fondations du Grand-Saconnex étaient à l'ordre du jour de cette même commission. Afin de pouvoir informer les commissaires sur les modifications (toiletage) de ces trois statuts préavisées par le conseil municipal du Grand-Saconnex, le président avait sollicité l'audition de M. Laurent Jimaja, conseiller administratif, accompagné de M. Michel Gönczy, Secrétaire général de la commune du Grand-Saconnex.

M^{me} Irène Renfer, secrétaire scientifique, et M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, ont contribué à la préparation et à la présentation des trois projets de lois à préavisier (PL 11726, 11727, 11728).

M. Christophe Vuilleumier a pris le procès-verbal retraçant dans le détail l'étude de ces objets.

M. Zuber prend la parole et déclare que le Conseil municipal du Grand-Saconnex a pris une délibération portant sur les statuts de ces trois fondations le 13 avril dernier. Il précise que les modifications apportées portent notamment sur la durée des mandats dans les conseils de fondation. Il ajoute

que le toilettage vise également à proposer une même base commune aux trois fondations. Il observe qu'il s'agit surtout de modifications organisationnelles, notamment sur les dates des redditions des comptes, le nombre de personnes dans les conseils de fondation et la durée des mandats.

Après une brève présentation des enjeux limités de ce toilettage, M. Jimaja, suggère de répondre aux questions d'ordre général avant de reprendre les projets de loi respectifs.

Une députée (EAG) se déclare étonnée de constater que ces domaines d'activité soient inscrits dans le cadre de fondations, et elle se demande s'il ne s'agit pas d'une délégation de pouvoirs permettant de contourner les décisions portant sur la répartition des tâches.

M. Jimaja répond que ce sont des fondations qui existent déjà. Il répète qu'il s'agit d'une mise en conformité au droit et il remarque qu'il n'est pas question de créer de nouvelle fondation. Il ajoute que ce sont les seules fondations communales du Grand-Saconnex.

M. Zuber résume que les modifications apportées aux statuts ont pour objectifs :

1. de réserver la possibilité d'exiger les PV du conseil de fondation
2. de modifier la date de reddition des comptes
3. d'adapter la durée des mandats à 5 ans
4. de laisser la possibilité de considérer démissionnaires les membres qui n'assistent plus aux séances depuis une année
5. de prendre une décision par voie d'urgence

Présentation du PL 11727 modifiant la loi concernant la constitution d'une Fondation communale du Grand-Saconnex pour la petite enfance (PA 659.00)

M. Zuber expose que le total de l'actif de cette fondation est de 912'000.- alors que le passif est de 294'000 pour 2014. Il observe que les charges se montent à 3,5 millions, et les jetons de présence à 16'300.- La fondation enregistre 216'000.- d'autres frais inhérents à la petite enfance. Il précise que le résultat d'exploitation est positif de 13'000.-

M. Jimaja précise qu'il est question de 104 enfants et que la commune met des locaux à la disposition de cette fondation.

M. Gönczy explique que les principales modifications spécifiques portent sur le budget qui ne doit plus être préavisé par le Conseil administratif. Il ajoute que le conseil de fondation peut par ailleurs engager et licencier le

secrétaire générale de la fondation. Il rappelle, cela étant, que cette fondation a des employés et reçoit des subventions, mais il déclare que les règles générales des trois fondations sont similaires.

Répondant aux questions des commissaires, M. Gönczy précise que la commune possède deux crèches comprises dans cette fondation. Il existe par ailleurs des crèches privées. Les employés de la fondation ne sont pas municipalisés, cette fondation étant une entité juridique autonome.

Un commissaire (PDC) remarque que le préavis du Conseil administratif est supprimé pour le budget de cette fondation, ce qui est contradictoire avec la disposition portant sur les PV. Il se déclare par ailleurs étonné qu'il n'y ait pas d'autres domaines professionnels spécifiques évoqués dans les statuts, notamment à l'égard des ressources humaines.

M. Gönczy répond que cette fondation reçoit des subventions. Il répète qu'auparavant, la fondation présentait son budget au Conseil administratif avant de le proposer au Conseil municipal. Il précise que c'est donc une étape qui a été supprimée. Il signale, cela étant, que la Commission des finances du Conseil municipal auditionne chaque année cette fondation.

En effet, la commune subventionne cette fondation à hauteur de 2,7 millions réplique un commissaire (UDC), et il se demande s'il n'y aurait pas un risque d'appel d'air à l'égard des familles si cette subvention devait augmenter.

M. Jimaja répond que la philosophie de la fondation est de demander une participation aux parents. Il ajoute que la commune ne pourrait guère soutenir d'avantage la fondation en augmentant sa participation. Il signale ensuite que les autres fondations présentent leurs comptes alors que cette fondation présente son budget et ses comptes.

L'exposé des motifs du PL 11727, consultable à l'adresse suivante : <http://ge.ch/grandconseil/data/texte/PL11727.pdf>, complète ces explications.

En fin de séance et en absence de nos invités, le Président passe au vote d'entrée en matière sur le PL 11727 :

En faveur : 15 (4 PLR, 3 S, 1 EAG, 1 Ve, 3 MCG, 1 PDC, 2 UDC)

À l'unanimité.

Titre et préambule : pas d'opposition, adopté.

Article 1 : Pas d'opposition, adopté.

Article 2, al. 2 (nouveau), pas d'opposition, adopté.

Article 2 : pas d'opposition, adopté.

Le Président passe au vote d'ensemble sur le PL 11727 :

En faveur : 15 (4 PLR, 3 S, 1 EAG, 1 Ve, 3 MCG, 1 PDC, 2 UDC)

À l'unanimité.

A l'unanimité, la commission vous invite, Mesdames et Messieurs le députés, à voter favorablement ce PL 11727.

**Projet de loi
(11727)****modifiant la loi concernant la constitution d'une Fondation communale du Grand-Saconnex pour la petite enfance (PA 659.00)**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu l'article 2 de la loi sur les fondations de droit public, du 15 novembre 1958;
vu la loi concernant la constitution d'une Fondation communale du Grand-Saconnex pour la petite enfance, du 28 mai 1998;
vu la délibération du Conseil municipal de la commune du Grand-Saconnex du 13 avril 2015, approuvée par le département présidentiel le 3 juin 2015,
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modifications

La loi concernant la constitution d'une Fondation communale du Grand-Saconnex pour la petite enfance, du 28 mai 1998, est modifiée comme suit :

Art. 2, al. 2 (nouveau)

² Les nouveaux statuts de la Fondation communale du Grand-Saconnex pour la petite enfance, tels qu'ils sont issus de la délibération du Conseil municipal de la commune du Grand-Saconnex du 13 avril 2015, et joints en annexe à la présente loi, sont approuvés.

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

Statuts de la Fondation communale du Grand-Saconnex pour la petite enfance

PA 659.01

Préambule

Dans les présents statuts, toute dénomination de personne, de statut ou de fonction recouvre l'homme ou la femme. La forme féminine doit être utilisée chaque fois qu'une fonction ou un titre prévu par les présents statuts en la forme masculine est occupé ou attribué à une femme.

Titre I Dispositions générales

Art. 1 Constitution et dénomination

¹ Sous le titre de « Fondation communale du Grand-Saconnex pour la petite enfance » (ci-après : la fondation), il est créé une fondation communale de droit public d'intérêt communal au sens de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984, qui est régie par les présents statuts.

² Cette fondation est inscrite au registre du commerce.

Art. 2 Buts

¹ La fondation a pour but d'organiser, de gérer et de développer une institution pour la petite enfance, comprenant des structures telles que : crèche, garderie et jardin d'enfants qui accueillera les enfants selon les critères définis dans le règlement. L'institution est organisée conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables à l'accueil et au placement d'enfants.

² La fondation peut collaborer avec toute entité de droit public ou de droit privé, ainsi que toute administration, dans le cadre de la poursuite de son but.

Art. 3 Siège

Le siège de la fondation est au Grand-Saconnex.

Art. 4 Durée

La durée de la fondation est indéterminée.

Art. 5 Exercice annuel

L'exercice annuel coïncide avec l'année civile.

Titre II Fortune et ressources

Art. 6 Fortune et ressources

Les ressources de la fondation sont :

- a) les terrains et bâtiments destinés au fonctionnement de l'institution pour la petite enfance mis à disposition par la ville du Grand-Saconnex;
- b) les subventions de la ville du Grand-Saconnex;
- c) les subventions de la Confédération suisse et du canton de Genève;
- d) les subsides, dons et legs;
- e) le résultat d'exploitation.

Titre III Organisation et surveillance

Art. 7 Organisation

Les organes de la fondation comprennent :

- a) le conseil de fondation;
- b) le bureau du conseil;
- c) l'organe de révision.

Art. 8 Surveillance

¹ La fondation est placée sous la haute surveillance du Conseil municipal du Grand-Saconnex.

² Le rapport de gestion, le bilan, le compte d'exploitation et le rapport de l'organe de révision sont communiqués chaque année au Conseil administratif et soumis par ce dernier à l'approbation du Conseil municipal avant le 30 avril suivant la fin de l'exercice.

³ En outre, le Conseil municipal et le Conseil administratif peuvent, en tout temps, prendre une décision exigeant la production des procès-verbaux de réunions du conseil de fondation et de son bureau.

Titre IV Conseil de fondation

Art. 9 Composition

La fondation est administrée par un conseil de fondation, composé comme suit :

- a) un membre du Conseil administratif, désigné par celui-ci;
- b) un membre désigné par chaque groupe politique représenté au Conseil municipal, dont deux au moins pris au sein de ce dernier, les autres de préférence domiciliés au Grand-Saconnex;

- c) deux membres nommés par le Conseil administratif, choisis parmi des personnes ayant une compétence dans le domaine de la petite enfance et domiciliées de préférence au Grand-Saconnex.

Art. 10 Durée du mandat – Démission

¹ Les membres du conseil de fondation sont élus pour une période de 5 années à compter du début de chaque législature. Leur mandat est reconductible.

² Les membres du conseil de fondation restent en fonction jusqu'à la première réunion du conseil de fondation de la législature suivante.

³ Tout membre du conseil de fondation peut démissionner en tout temps et avec effet immédiat.

⁴ Les membres du conseil de fondation qui, sans raison valable, n'ont pas assisté régulièrement aux séances du conseil pendant 1 an sont réputés démissionnaires de plein droit.

⁵ En cas de décès ou de démission d'un membre du conseil de fondation, il est pourvu à son remplacement, conformément à l'article 9, dans les 3 mois suivant la vacance, pour la période restant à courir jusqu'au renouvellement du conseil de fondation.

Art. 11 Rémunération

Les membres du conseil de fondation peuvent être rémunérés par jetons de présence, dont le montant est fixé chaque année par le conseil de fondation.

Art. 12 Délibération

¹ Le conseil de fondation ne peut valablement délibérer que si la majorité des membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

² La présidence des séances est assurée par le président, en son absence par le vice-président ou, à défaut, par un membre du bureau. En cas d'égalité des voix, celle du président de séance est prépondérante.

³ En cas d'urgence, les décisions du conseil de fondation peuvent être prises par voie de circulation y compris électronique, chaque membre étant appelé à se prononcer par écrit. Elles remplacent alors une décision prise en séance, à moins que la discussion ne soit requise par l'un des membres.

⁴ Il est dressé un procès-verbal des discussions et décisions, y compris celles prises par voie de circulation, signé par le président et le secrétaire du conseil de fondation, lesquels en délivrent valablement tous extraits conformes. Copie en est adressée à tous les membres.

Art. 13 Obligation de s'abstenir dans les délibérations

¹ Les membres du conseil de fondation doivent annoncer tout intérêt qu'ils auraient dans une entreprise ou une association susceptible de les placer dans une situation de conflit d'intérêt dans le cadre de leur mandat.

² Les membres du conseil de fondation ne peuvent ni intervenir dans une discussion ni voter :

- a) s'ils ont un intérêt personnel à l'objet soumis à la délibération;
- b) s'ils sont parents ou alliés d'une partie en ligne directe ou jusqu'au troisième degré inclusivement en ligne collatérale ou s'ils sont unis par mariage, fiançailles, par partenariat enregistré, ou mènent de fait une vie de couple avec une partie;
- c) s'ils représentent une partie ou ont agi pour une partie dans la même affaire.

Art. 14 Secret de fonction

Tout membre du conseil de fondation doit observer le plus strict secret sur tous les faits d'ordre confidentiel dont il aurait l'occasion de prendre connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 15 Responsabilité

Les membres du conseil de fondation sont personnellement responsables envers la fondation et la ville du Grand-Saconnex des dommages qu'ils causent en manquant intentionnellement ou par négligence à leurs devoirs.

Art. 16 Révocation

¹ Le Conseil municipal et le Conseil administratif peuvent, en tout temps et pour de justes motifs, révoquer les membres du conseil de fondation qu'ils ont désignés.

² Il y a lieu en particulier de considérer comme de justes motifs le fait que, pendant la durée de ses fonctions, un membre du conseil de fondation s'est rendu coupable d'un acte grave, a manqué à ses devoirs ou est devenu incapable de siéger, ou s'il ne remplit plus les conditions qui l'ont fait élire.

Art. 17 Compétences

Le conseil de fondation est l'organe suprême de la fondation. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de celle-ci. Il est chargé notamment :

- a) d'adopter les règlements nécessaires pour assurer l'activité de la fondation;

- b) d'élire le président, vice-président, secrétaire et le quatrième membre du bureau du conseil selon l'article 20 des présents statuts, en tenant compte, si possible, des sensibilités politiques représentées au Conseil municipal;
- c) de représenter la fondation vis-à-vis des autorités et des tiers;
- d) de plaider, transiger et compromettre au besoin;
- e) d'approuver le budget présenté par le bureau du conseil;
- f) d'engager et de révoquer le directeur pédagogique et le secrétaire général;
- g) de fixer une politique salariale;
- h) de veiller à la tenue d'une comptabilité conforme à l'activité de la fondation, de faire établir à la fin de chaque année un rapport de gestion, un bilan et un compte d'exploitation;
- i) de constituer en son sein, le cas échéant, des commissions permanentes ou occasionnelles qui lui feront rapport sur leurs travaux. Il en désigne les présidents et en fixe les compétences.

Art. 18 Représentation

¹ La Fondation est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective à deux du président et du vice-président ou de l'un d'eux avec celle d'un autre membre du conseil de fondation spécialement désigné à cet effet.

² Pour des opérations déterminées, le bureau peut donner une procuration spéciale à l'un des autres membres du conseil de fondation.

Art. 19 Convocation

¹ Le conseil de fondation se réunit aussi souvent que l'intérêt de la fondation l'exige, mais au moins 2 fois par an.

² Il est convoqué par le président qui doit, en outre, le réunir si 3 membres au moins ou si le Conseil administratif en font la demande par écrit.

Titre V Bureau du conseil

Art. 20 Composition

¹ Le bureau se compose de 4 membres du conseil de fondation : le président, le vice-président, le secrétaire et un membre désigné par le conseil de fondation pour ses compétences en matière de petite enfance.

² Le membre du Conseil administratif désigné sous l'article 9, lettre a, est membre de droit du bureau, mais n'en est pas le président.

Art. 21 Présidence

¹ Il est présidé par le président du conseil de fondation, en son absence par le vice-président, et ne peut délibérer valablement que si au moins 3 des membres sont présents.

² En cas d'égalité, le président a une voix prépondérante.

Art. 22 Attributions

¹ Le bureau a les attributions suivantes :

- a) exercer les pouvoirs qui lui sont délégués par le conseil de fondation;
- b) préparer le budget annuel, les rapports et les propositions à présenter au conseil de fondation;
- c) étudier toutes les questions intéressant la gestion, l'exploitation et l'administration de la fondation;
- d) en cas d'urgence, prendre toute mesure immédiate et utile de sauvegarde.

² Le conseil de fondation peut allouer une rémunération aux membres du bureau.

Art. 23 Convocation

Le bureau se réunit sur convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la fondation l'exige.

Art. 24 Appui technique

Le bureau peut bénéficier d'un appui technique externe qui peut assister aux séances.

Titre VI Organe de révision**Art. 25 Contrôle**

L'organe de révision est désigné chaque année par le conseil de fondation en la personne d'une société fiduciaire ou d'un expert-comptable diplômé.

Art. 26 Rapport de contrôle

A la fin de chaque exercice, l'organe de révision remet au conseil de fondation un rapport écrit sur les comptes de la fondation, rapport qui est soumis à l'approbation du Conseil municipal. Il peut être appelé à assister à la séance du conseil de fondation où les comptes annuels sont présentés.

Titre VII Modifications des statuts et dissolution

Art. 27 Modification

Toute modification des présents statuts doit faire l'objet d'une délibération du Conseil municipal, approuvée par le Grand Conseil.

Art. 28 Dissolution

¹ La dissolution de la fondation intervient si les circonstances l'exigent, conformément aux dispositions légales applicables.

² Toute proposition de dissolution ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers au moins des membres du conseil de fondation, convoqués spécialement à cet effet avec un préavis d'au moins 1 mois.

³ En outre, le Conseil municipal peut, si les circonstances l'exigent, décider la dissolution de la fondation. Cette décision doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du Conseil municipal.

⁴ La décision prise par le conseil de fondation de dissoudre la fondation n'est valable qu'après ratification par le Conseil municipal et l'approbation du Grand Conseil.

Art. 29 Liquidation

¹ La liquidation est opérée par le conseil de fondation ou, à défaut, par le Conseil administratif. Ce dernier peut la confier à un ou plusieurs liquidateurs nommés par lui.

² L'actif net après liquidation est remis à la ville du Grand-Saconnex.

Titre VIII Dispositions finales

Art. 30 Adoption des statuts

Les présents statuts, adoptés par le Conseil municipal le 13 avril 2015, ont été approuvés par le Grand Conseil le ... (*à compléter*).